

Ensemble pour mettre fin à la violence #ENDviolence

Note d'orientation mondiale Messages clés

Rendre Internet sûr pour les enfants

Objectifs de politique à l'horizon 2030

Rendre Internet sûr pour les enfants: Les gouvernements et le secteur privé (technologie, médias, entreprises du secteur des technologies de l'information et de la communication [TIC], etc.) devraient veiller activement à ce que les plateformes, réseaux, produits et services numériques soient sûrs pour les enfants et exempts de contenus montrant des atteintes sexuelles sur des enfants. Ils devraient également effectuer des investissements financiers afin d'appliquer à grande échelle des solutions pour lutter contre l'exploitation et les atteintes sexuelles sur les enfants qui se produisent en ligne.

MESSAGES CLÉS

- 1. L'exploitation et les atteintes sexuelles sur les enfants en ligne connaissent une croissance exponentielle.** Le monde est de plus en plus interconnecté et, grâce à Internet, les possibilités qui s'offrent aux enfants sont constamment plus nombreuses. Malheureusement, toutefois, cela a également donné lieu à une augmentation rapide des préjudices subis en ligne, par exemple l'exploitation et les atteintes sexuelles sur les enfants, qui, chaque jour, ont un impact sur de plus en plus d'enfants.
- 2. Tous fournisseurs de services électroniques ou plateformes numériques qui permettent à des individus d'héberger, de partager et/ou de diffuser en direct des images et des vidéos sont utilisés pour diffuser des contenus d'atteintes sexuelles sur des enfants.** Si certaines plateformes s'emploient dynamiquement et de manière proactive à détecter, éliminer et déclarer ces contenus, d'autres ne mènent virtuellement aucune action.
- 3. Le manque de ressources et de capacités humaines et financières, à tous les niveaux et chez tous les principaux partenaires, reste le plus important obstacle à une riposte efficace contre l'exploitation et les atteintes sexuelles sur les enfants en ligne.** (i) Des modèles de prévention, de détection et de lutte hétérogènes et contradictoires au sein de l'industrie ainsi que l'absence de mécanismes de redevabilité et de meilleures pratiques uniformes applicables à la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles sur les enfants en ligne ; (ii) le caractère fragmenté des interventions de chaque pays en matière de sécurité en ligne, allant de l'application de la loi et du système judiciaire aux services sociaux et à l'éducation ; (iii) une collaboration, un apprentissage et un partage des connaissances limités, à l'échelle internationale et sectorielle, dans la lutte contre cette exploitation et ces atteintes.
- 4. Il y a un déséquilibre flagrant entre l'ampleur et la gravité du problème et les ressources investies dans la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles sur les enfants en ligne, tant par l'industrie que par les gouvernements.** Nous devons remédier au déséquilibre sur le plan des ressources et renforcer les capacités de lutter contre cette exploitation et ces atteintes dans le monde entier. Nous devons faire en sorte que des ressources humaines et financières adéquates soient affectées à tous les niveaux et par tous les acteurs clés, notamment les gouvernements, les organismes régionaux et internationaux, l'industrie, la société civile, ainsi que d'autres. Les niveaux actuels d'investissement sont simplement insuffisants. En omettant de rendre Internet sûr pour les enfants, nous mettons leur avenir en péril.
- 5. Aucun acteur ne peut livrer ce combat à lui seul.** Les cadres multipartites, les communautés de pratique, les solutions techniques et les réseaux – par exemple, le Safe Online Portfolio (portefeuille relatif à la sécurité en ligne) du partenariat End Violence, la WeProtect Global Alliance (L'Alliance mondiale WeProtect), le Model National Response (MNR – modèle d'intervention nationale) et la Technology Coalition (Coalition des entreprises technologiques) – doivent prendre de l'ampleur et faire l'objet d'investissements supplémentaires afin de renforcer les capacités nationales et la coopération internationale ainsi que d'élaborer des approches adaptées et durables pour mettre fin à l'exploitation et aux atteintes sexuelles sur les enfants en ligne.

- 6. Les gouvernements et le secteur privé devraient adopter et appliquer des politiques exhaustives concernant la sécurité des enfants en ligne.** Ces politiques devraient être fondées sur le droit des enfants d'avoir accès au monde numérique d'une manière sûre, conformément à l'Observation générale (no 25) publiée sous l'égide de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CNUDE), qui traite des droits de l'enfant en relation avec l'environnement numérique.
- 7. Les gouvernements et le secteur privé devraient investir davantage pour veiller à l'application à grande échelle de solutions assurant la sécurité des enfants** et, en particulier, de solutions axées sur le pédopédiage ainsi que la distribution de contenus d'atteintes sexuelles sur des enfants.
- 8. Les gouvernements et le secteur privé devraient s'engager à prévenir, détecter et faire cesser toutes les activités susceptibles d'être préjudiciables pour les enfants en ligne,** notamment en ce qui concerne le pédopédiage et la distribution de contenus d'atteintes sexuelles sur des enfants. Cette action devrait s'inspirer de cadres tels que le modèle d'intervention nationale de l'Alliance mondiale WeProtect et les six mesures énoncées dans le rapport de la Broadband Commission (Commission « Le large bande au service du développement durable ») relatif à la sécurité des enfants en ligne.

CHIFFRES CLÉS

- À l'échelle mondiale, un internaute sur trois est un enfant.
- On estime qu'à tout moment, 750 000 personnes cherchent à entrer en contact avec des enfants en ligne à des fins sexuelles.
- Le nombre de signalements de cas suspectés d'exploitation sexuelle d'enfants continue de grimper à un rythme stupéfiant : en 2020, ce nombre a augmenté de près de 106 % par rapport à 2019 (2 027 520, comparativement à 983 734)¹. Les vidéos d'atteintes sur des enfants ont surpassé les photos en nombre dans les signalements, ce qui témoigne de la nécessité de mettre au point de nouveaux outils pour lutter contre cette tendance.
- Pas moins de 92 % des contenus d'atteintes sexuelles sur des enfants mettent en scène des enfants âgés de moins de 13 ans².
- Selon le récent rapport *Out of The Shadows Index* de l'*Economist Intelligence Unit*, qui établit des indicateurs de référence concernant les interventions de 60 pays en matière de violence sexuelle à l'encontre des enfants, dont la violence sexuelle en ligne, seuls neuf pays ont inclus dans leur législation des dispositions visant le signalement obligatoire, le blocage de contenu, la suppression et la tenue de registres concernant les contenus d'atteintes sexuelles sur des enfants. Des recherches menées par l'International Centre for Missing and Exploited Children (ICMEC – Centre international pour les enfants disparus et exploités) en vue de comparer les normes législatives à travers le monde ont révélé que 118 pays avaient adopté des mesures législatives suffisantes pour lutter contre ces contenus, mais que la législation varie considérablement d'un pays à l'autre³.
- La pandémie de COVID-19 a accru la nécessité de mener une action efficace pour protéger les enfants en ligne, mais les approches hétérogènes adoptées par l'industrie pour lutter contre l'exploitation et les atteintes sexuelles sur les enfants en ligne, auxquels viennent s'ajouter des goulets d'étranglement réglementaires, sont préjudiciables pour les enfants. Un exemple désastreux de tels obstacles a récemment retenu l'attention lorsqu'une nouvelle directive de l'UE relative à la vie privée et aux communications électroniques a entraîné une diminution de 51 % des signalements effectués sous le

¹Data from NCMEC in 2020

²Data from INHOPE in 2019

³Child Sexual Abuse Material – Model Legislation and Global Review' (International Centre for Missing Exploited Children, 2018) available at: [icmec.org/child-pornography-model-legislation-report/](https://www.icmec.org/child-pornography-model-legislation-report/)

régime de l'UE après son entrée en vigueur en décembre 2020, en dépit du fait que les forces de l'ordre et les lignes de téléassistance ont constaté au cours de la même période une augmentation flagrante de l'exploitation et des atteintes sexuelles sur les enfants en ligne⁴.

POURQUOI MAINTENANT?

Les enfants grandissent dans un monde où règnent les technologies numériques. Internet recèle un vaste potentiel qui permet aux enfants de s'interconnecter, d'explorer, d'apprendre et d'interagir de manières créatives qui favorisent l'autonomisation. En conséquence de la pandémie de COVID-19, la connectivité universelle est devenue de plus en plus indispensable pour créer un avenir plus équitable, sain et sûr, comme en témoigne le virage rapide vers les plateformes numériques pour le travail, l'éducation, les liens sociaux et les informations qui permettent un accès crucial à des soutiens pour la santé et la subsistance. Toutefois, de tels progrès ont fait naître de nouvelles menaces pour la sécurité des enfants.

La pandémie de COVID-19 a suscité un sentiment encore plus grand de l'urgence de s'attaquer à l'exploitation et aux atteintes sexuelles sur les enfants en ligne, car elle a aggravé l'exploitation des enfants et les préjudices qu'ils subissent sur Internet. En raison de l'apprentissage virtuel, les enfants passent un temps beaucoup plus considérable en ligne, alors que les adultes passent plus de temps que jamais hors du bureau et sur Internet à la maison. Ce virage s'est accompagné d'une nette augmentation des signalements d'exploitation et d'atteintes sexuelles sur des enfants en ligne tout au long de 2020, avec des taux élevés d'exploitation sexuelle, de cyberintimidation, d'exposition d'enfants à des contenus préjudiciables ainsi que d'utilisation à mauvais escient et de partage de données personnelles.

Alors que les progrès se poursuivent à travers le monde vers une connectivité Internet universelle, il est d'autant plus pressant et crucial d'investir dans la sécurité et la protection des enfants en ligne. Internet n'a pas été conçu en tenant compte de la sécurité des enfants, mais nous avons le devoir de réinventer d'urgence ce que sera un Internet sûr pour les enfants et de créer de manière proactive des politiques, technologies et espaces qui donneront la priorité à la santé et la sécurité des enfants.

Tous les acteurs, dans tous les pays, doivent faire cause commune pour investir d'urgence dans des solutions adéquates qui permettront de lutter contre les préjudices en ligne et de protéger les enfants sur les plateformes numériques actuelles et futures.

COMMENT ?

Les efforts visant à mettre en place une connectivité universelle plus sûre, meilleure et plus équitable qui assurera la protection des enfants en ligne doivent s'accompagner d'une action énergique de la part des gouvernements et des entreprises du secteur privé. Cette action doit être menée en partenariat avec la société civile locale et les institutions multilatérales de manière à créer des solutions innovantes et durables et à renforcer les capacités nationales à remédier de manière proactive aux menaces actuelles et nouvelles pour la sécurité des enfants.

Nous disposons des connaissances, des outils et des solutions nécessaires pour mieux protéger les enfants et nous devons les mettre à effet. Nous devons faire preuve d'audace dans notre appel à l'action, sans verser dans le sensationnalisme ni aseptiser la nature et les incidences de la violence infligée en ligne aux enfants en tant que problème sociétal systémique. Afin de surmonter les obstacles majeurs à une intervention efficace aux niveaux local, national et mondial, nous devons cesser d'envisager la sécurité en ligne comme une pensée après-coup et l'intégrer dès la conception dans toutes les politiques et plateformes technologiques qui ont un impact sur les enfants.

⁴'We are in Danger of Losing the Battle for Child Safety' (National Center for Missing and Exploited Children, 2020) available at: missingkids.org/content/ncmec/en/blog/2020/we-are-in-danger-of-losing-the-global-battle-for-child-safety.html

DEMANDES CLÉS

- 1. En tant qu'étape cruciale de la protection des enfants en ligne et de la conduite d'une intervention harmonisée et coordonnée à l'échelle nationale et au niveau de l'industrie:** *Que les gouvernements et les entreprises du secteur privé adoptent et appliquent des politiques exhaustives relatives à la sécurité des enfants en ligne reposant sur le droit des enfants d'avoir accès au monde numérique d'une manière sûre. Ces politiques devraient être conformes à l'Observation générale (no 25) sur les droits de l'enfant en relation avec l'environnement numérique adoptée sous l'égide de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.*
- 2. Nous savons quelles capacités et quels moyens clés sont nécessaires pour lutter contre l'exploitation et les atteintes sexuelles sur les enfants en ligne et nous continuons d'apprendre du fait de leur mise en œuvre continue à travers le monde:** *S'engager à prévenir, détecter et faire cesser toutes les activités qui causent des préjudices aux enfants en ligne, notamment le pédopiégeage et la distribution de contenus d'atteintes sexuelles sur des enfants, en faisant fond sur des dispositifs tels que le modèle d'intervention nationale de l'Alliance et les six mesures énoncées dans le rapport de la Broadband Commission sur la sécurité des enfants en ligne.*
- 3. Afin de corriger les déséquilibres dans les capacités d'un pays à l'autre et de permettre une collaboration et une intervention efficaces à l'échelle internationale:** *Accroître les investissements pour une application à grande échelle de solutions assurant la sécurité des enfants en ligne et, en particulier, de solutions s'attaquant au pédopiégeage, à la distribution de contenus d'atteintes sexuelles sur des enfants et aux atteintes sexuelles.*

Joignez-vous à **Ensemble pour mettre fin à la violence – #ENDviolence**, la campagne mondiale et la **Série du Sommet sur les solutions**, pour faire avancer le processus et y apporter votre contribution. Vous ferez ainsi partie intégrante d'un mouvement mondial d'appel à l'action, action qui exige une sensibilisation accrue au problème et aux solutions. Ensemble, nous travaillons également avec des entreprises du secteur technologique et d'autres partenaires pour concevoir de nouveaux outils et faire pression en faveur d'investissements accrus dans la lutte contre ce problème.

Aides et ressources disponibles

Partenariat End Violence

[Safe Online: the issue and the response](#)
[COVID-19 and its implications for protecting children online](#)
[Key resources to secure safe digital spaces for children](#)

L'Alliance mondiale WeProtect

[Global Threat Assessment 2019](#)
[Model of National Response \(MNR\)](#)
[Working Examples of the MNR](#)

Principes volontaires et sécurité électronique dès la conception

[Voluntary Principles and Guidelines](#)
[Observation générale no 25 du Comité des droits de l'homme](#)
[Safety by Design resources](#)

Together to
#ENDviolence




Solutions Summit Series



secretariat@end-violence.org

end-violence.org

633 Third Avenue, Floor 25, New York, NY 10017

 [@GPtoEndViolence](https://www.facebook.com/GPtoEndViolence)
 [@GPtoEndViolence](https://www.instagram.com/GPtoEndViolence)
 [@end_violence](https://twitter.com/end_violence)